Programme de formation-recherche du CIERA

**« Dire et construire la paix dans l'espace franco-allemand.
Approches théoriques, pratiques politiques, culturelles et sociales »**

*Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) ; Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ;
Hélène Miard-Delacroix (Université Paris IV) ; Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière
Lyon 2)*

Compte rendu de la séance du 14 mars 2009

Lieu : Maison Heinrich Heine, Cité Universitaire, Fondation de l'Allemagne, Cité
Internationale Universitaire de Paris, 27 C, Boulevard Jourdan, 75014 Paris

Intervenants : Nathalie BIWER (Toulouse 2)
Myriam GOINARD (Docteur des Universités de Nantes / Ludwig-
Maximilians-Universität München)

Langues de travail : français et allemand

Discutants : Marie-Odile THIROUIN (Lyon 2), Beatrix BOUVIER (Fondation F. Ebert)

Nathalie Biwer ouvre la séance du 14 mars avec son exposé intitulé « **Friedrich Stampfer et la Première Guerre mondiale : démocratisation de l'Etat allemand comme préalable à la construction d'une paix durable** ».

Résumé de l'intervention :

Nathalie Biwer est doctorante. Elle travaille depuis deux ans sur Friedrich Stampfer, après avoir consacré son mémoire de DEA à Bebel¹. Le sujet de sa thèse s'intitule : « Paix et démocratie dans le discours politique de la social-démocratie allemande : l'exemple de Friedrich Stampfer (1874-1957) ». Dans l'exposé présenté à l'occasion du colloque, Nathalie Biwer se propose de montrer à travers l'exemple de la Première Guerre mondiale, comment la conception politique de Stampfer, reposant sur l'idée de « Tageskampf », se concilie parfaitement à sa vision de la construction de la paix, pensée qui sera chez lui omniprésente durant toute sa carrière.

Né en 1874 à Brünn, ville ouvrière dans l'Empire austro-hongrois, Friedrich Stampfer, journaliste et membre du parti social-démocrate allemand², baigne dès son plus âge dans un milieu hostile à l'absolutisme impérial et proche d'une pensée libérale-démocrate. Dans cette « Manchester autrichienne », Stampfer côtoie très vite la réalité du monde ouvrier, ce qui, selon ses dires, « fera de lui un socialiste ». Son éducation se poursuivra avec la lecture d'œuvres de Marx, même s'il n'adhère pas à un marxisme radical. Au contraire, dès le début

¹ Nathalie Biwer : *Bebel : approche marxiste de la paix*, mémoire de DEA.

² Friedrich Stampfer fut député au Reichstag de 1920 à 1933 et membre de la direction du parti-social-démocrate allemand de 1925 à 1928.

de sa carrière de journaliste en 1900 en tant que rédacteur à la *Leipziger Zeitung*, il s'oppose à Franz Mehring en rejetant le radicalisme de Rosa Luxemburg, aussi bien d'ailleurs qu'une position « attentiste », qui consisterait à attendre passivement une révolution jugée inéluctable. S'engageant dans la social-démocratie, Stampfer cultive la recherche d'une voie originale : ni « révisionniste », ni radical, il désapprouve tout déterminisme historique et revendique plutôt la mise en place d'une politique pragmatique reposant sur des moyens d'action concrets, qui déboucheraient à terme sur la révolution.

A la veille de l'éclatement du conflit, Stampfer s'inquiète des revendications nationalistes serbes, qui peuvent à ses yeux conduire à un embrasement de par le jeu des alliances, qui représentent un danger pour la paix. Ainsi, malgré des sources peu nombreuses, il semble que Stampfer opte pour la modération. La seule solution viable pour contrer cette mise en place fatale d'alliances serait pour lui une révolution des peuples, seule susceptible d'effrayer les gouvernements.

La Première Guerre mondiale a été un moment crucial dans l'histoire de la Social-démocratie, qui quitte sa politique d'opposition systématique en ralliant l'idée d'une guerre de défense et en votant les crédits de guerre. Mais Stampfer adhère-t-il à cette ligne ? C'est dans un article, publié le 2 août 1914 dans la *Erfurter Tribüne*, intitulé « Sein oder nicht sein ! », que le journaliste développe sa conception. Cette dernière a été vivement critiquée par les historiens de la RDA, qui y ont vu une trahison à la cause prolétarienne. Au sein même du SPD, Stampfer a été accusé de chauvinisme. Nathalie Biwer propose une analyse plus mesurée de ses propos. Il est évident à ses yeux que Stampfer rejette la guerre en soi. Mais il est aussi juste de dire qu'il refuse toute vision pacifiste. Stampfer doit être considéré comme un pragmatique, qui tout en regrettant la guerre, la voit comme un fait incontournable avec lequel il faut composer. Le parti semble reprendre les arguments de Stampfer, quand il dit devoir défendre la nation en plébiscitant l'union du SPD.

Stampfer va au bout de sa pensée en s'engageant lui-même au sein de l'armée autrichienne et en participant au conflit entre 1915 et 1916. Il apparaît cependant essentiel d'insister sur le fait que Stampfer ne peut en aucun cas être vu comme un belliciste. Il refuse de réfléchir aux buts de guerre (*Kriegsziele*) et ne s'intéresse qu'aux buts de paix (*Friedensziele*). Il ne soutient pas la guerre en soi mais il lui semble indispensable de soutenir l'effort de guerre jusqu'à ce que les négociations de paix aboutissent. Pour lui, le droit à l'autodétermination des peuples et la nécessité pour l'Allemagne de vivre en sécurité sont indissociables.

Si tous les courants sociaux-démocrates se rejoignent sur la condamnation de la guerre en soi, de profondes divergences apparaissent quand il s'agit de définir les voies menant à la paix. La Social-démocratie, par exemple, ne soutient pas l'idée de la grève. Autre débat : la paix avec ou sans annexion (Philipp Scheidemann s'engage par exemple en faveur d'une paix sans annexion). La problématique de l'annexion est étroitement liée à la question de l'autodétermination des peuples, question que le parti résout de façon différente selon les cas (une annexion de la Pologne n'est pas envisagée tandis qu'elle est envisagée pour l'Alsace-Lorraine). Mais le positionnement social-démocrate doit tenir nécessairement compte d'impératifs extérieurs. Si Scheidemann opte pour une paix rapide, la volonté des socialistes européens de soutenir l'effort de guerre contre l'Allemagne oblige les sociaux-démocrates allemands à prôner la continuation du conflit dans le but impérieux de défendre la nation. La volonté affichée par Stampfer de « déconstruire la guerre », ce qui nécessite de prendre des mesures concrètes, se heurte donc à de nombreux obstacles au sein même du mouvement social-démocrate. Mais la conception de Stampfer se caractérise par une ligne propre au

journaliste. Ainsi, il est convaincu du fait que l'espoir de paix ira de paire avec le processus de démocratisation de l'Allemagne. Un tel régime politique aura pour avantage de faire participer le peuple à la politique étrangère du pays. Ce sera par conséquent à celui-ci de faire le choix entre la paix ou la guerre. Un Etat démocratique œuvrera de surcroît pour l'instauration d'instances internationales, démocratiques et égalitaires.

Discussion

Beatrix Bouvier (Fondation F. Ebert) salue tout d'abord la richesse de l'exposé de Nathalie Biwer, tout en pointant du doigt un manque de définition de certains concepts comme ceux de la paix ou de la démocratie. Il existe plusieurs définitions du concepts de démocratie et de démocratisation qui méritent donc d'être éclairés. Mme Bouvier pense qu'il est fondamental de s'interroger sur la particularité de Friedrich Stampfer, qui est un personnage « oublié » par l'histoire. Comment comprendre cet oubli ? Il s'agira aussi de définir clairement qui est Stampfer, ce qu'il représente (un homme charismatique, un intellectuel...) ainsi que ce à quoi il croit profondément. Beatrix Bouvier s'étonne enfin d'un point selon elle essentiel. Si Nathalie Biwer a à plusieurs reprises rapproché Stampfer de Philipp Scheidemann, il aurait été intéressant d'évoquer aussi la personne de Friedrich Ebert, qui appartient à cette génération née dans les années 1870 et qui est selon elle le social-démocrate le plus ressemblant à Stampfer.

Marie-Odile Thiroin (Lyon 2) reprend une question de Mme Bouvier en se demandant comment on pourrait définir Stampfer et sa spécificité dans la Social-démocratie de l'époque en quelques mots. Elle pose également la question du jugement personnel de Nathalie Biwer sur le personnage, question qu'il est difficile d'ignorer dans un travail biographique.

Bernd Wegner (Hamburg) salue le fait que Stampfer soit étudié. Il aimerait que Nathalie Biwer nous précise la position précise de Stampfer au sein du SPD. Il propose également de s'interroger sur l'importance pour Stampfer du combat perdu pour la place de rédacteur en chef du *Leipziger Volkszeitung*. Il souligne à ses yeux un paradoxe dans la pensée de Stampfer, qui défend l'autodétermination tout en critiquant le nationalisme, et se demande si Stampfer était conscient de ce paradoxe. Il se demande également si Stampfer appartenait à ce groupe qui était opposé à la grève générale en 1933, ce qui signifierait qu'il aurait esquivé le combat. Stampfer ne fait-il pas partie des ces défenseurs de la paix qui ont préparé le chemin vers une paix désorganisée ? M. Wegner revient sur la remarque de Mme Thiroin concernant la relation à la personne étudiée dans le cas d'un travail biographique. Il rappelle qu'une des difficultés d'un tel travail est la sympathie qui naît pour la personne étudiée et insiste sur la nécessité de chercher comment faire face à cette sympathie. Enfin, M. Wegner attire l'attention de l'auditoire sur la définition du terme « Realpolitik ». Ce concept est en effet souvent employé à tort ou à raison (référence faite aux « Realos », courant interne au parti écologiste allemand). Pour Bernd Wegner, si l'on part du principe qu'un Realpolitiker ne vise que l'efficacité, il est impropre de qualifier ainsi Stampfer.

Marcus Obrecht (Freiburg) met en garde devant l'écueil de la description. Il invite Nathalie Biwer dans une optique biographique à approfondir son travail sur les sources de la pensée de Biwer, en s'intéressant à son éducation et à sa formation intellectuelle. Il souligne l'importance d'une réflexion sur l'objectif et les résultats attendus du travail de recherche. Par ailleurs, il lui semble fondamental de s'attacher aux théories sur la démocratie et sur la paix.

Hélène Miard-Delacroix (Université Paris IV) met en valeur l'importance de préciser le cadre du travail. Se situe-t-on dans une histoire du SPD, des intellectuels ou de la presse ? Il faut apporter une définition précise du « discours politique ».

Anne-Marie Saint-Gille (Lyon 2) veut axer son intervention sur la question du pacifisme. A quel type de pacifisme pourrait-on rattacher Stampfer ? Il se définit comme un « pacifiste conservateur ». Cela pose un problème théorique – un des reproche faits aux sociaux-démocrates – car le pacifisme est toujours pour le statu quo, alors que selon les pensées socialistes un peuple doit pouvoir se libérer. Stampfer semble vouloir s'appuyer sur les masses. Mais par quels moyens ? Anne-Marie Saint-Gille fait référence à l'évolution de la pensée pacifiste qui récupère entre les deux guerres l'idée de la grève générale comme moyen d'imposer la paix et dit que le SPD a laissé passer l'occasion de s'approprier cette conception.

Friedrich Taubert (Université Paris XII) propose de prendre en compte les autres positions semblables à celles de Stampfer. Par ailleurs, il remarque que l'activité de Stampfer ne s'arrête pas en 1918.

Pour des raisons de temps, **Nathalie Biber** ne répond pas à toutes les questions mais revient rapidement sur la question des sources. Elle précise que le *Nachlass* de Stampfer ne commence qu'en 1932 et que sa principale source est donc constituée d'écrits journalistiques pour lesquels se pose souvent le problème de l'absence de signature.

La deuxième intervention, présentée par **Myriam Goinard**, s'intitule « **L'idée de Mitteleuropa chez les sociaux-démocrates allemands du SPD et de la tradition vieille-autrichienne : un concept pour construire la paix ? (1914-1989)** ».

La notion de Mitteleuropa n'évoque pas de prime abord la volonté de construire la paix. Au contraire, cette vision géopolitique est traditionnellement associée à une pensée expansionniste et impérialiste. Il faut tout d'abord définir deux tendances : il existe en effet une différence entre la Mitteleuropa allemande et danubienne, issue de l'expérience austro-hongroise. D'où vient cette dichotomie ? Il est nécessaire de préciser un point fondamental : parler de Social-démocratie est trompeur. En effet, les sociaux-démocrates autrichiens et allemands se confondent jusqu'en 1871. La séparation se produit à cette époque, car la branche autrichienne s'inquiétait des problèmes nationaux, redoutant des scissions. En 1899, le programme de Brünn élabore une vision de la Mitteleuropa, prônant un principe fédéraliste et supranational, qui répond justement à cette question des nationalités dans l'empire austro-hongrois.

1914 et 1918 : comment le dialogue mitteleuropéen fut-il abordé par les sociaux-démocrates allemands et autrichiens ? Le débat sur l'idée de Mitteleuropa s'inscrit dans la discussion sur les buts de guerre (*Kriegsziele*) au sein des sociaux-démocrates. Il fut lancé par Karl Renner en 1914, partisan enthousiaste de l'idée de Mitteleuropa, liée à la nostalgie idéalisée du Saint-Empire romain germanique. Les jugements des historiens quant à l'importance du débat au sein du SPD sont contrastés, ce qui s'explique par le nombre réduit de sources : E. Matthias le juge essentiel, tandis que S. Miller minimise son impact. Myriam Goinard montre que le SPD ne prend pas position sur la Mitteleuropa. Il ironise même sur l'attachement porté par Renner à cette idée. Pour ce dernier, la Mitteleuropa a un rôle stratégique, celui de fonder la paix. Les

sociaux-démocrates envisagent davantage la Mitteleuropa sous un angle économique, même s'ils doutent de l'intérêt économique d'une telle conception pour la classe ouvrière.

Mais comme cette idée devient source de tensions entre sociaux-démocrates, le groupe parlementaire SPD à la chambre des députés de Prusse adopte une résolution condamnant toute pensée mitteleuropéenne. De même, il est dit que l'idée d'une paix durable n'est pas conciliable avec cette conception géopolitique. Sur cette question débute une controverse entre Kautsky, Hilferding, Bernstein et Renner. Hilferding est pour l'Europe. La Mitteleuropa au contraire entérinerait la « paix armée » et aggraverait de surcroît les tensions économiques avec les pays anglo-saxons, qui pourraient opter pour une politique protectionniste. Pour Kautsky, « la paix ne peut émerger que via la constitution d'Etats-nations entretenant ensuite des relations pacifiques, basées sur un système généralisé de libre-échange ». Pour ces théoriciens, la pensée de la paix est liée à l'Europe, qui aurait pour but de rapprocher les peuples. A l'opposé de ces conceptions, faisant de la Mitteleuropa un motif de division européenne, Renner met en avant le caractère intégratif de celle-ci, qui aura pour conséquence de calmer les tensions entre nationalités, donc de pourvoir à la paix. On observe chez les sociaux-démocrates autrichiens une évolution sensible en 1918 : en effet, l'idée d'Etat supranational est abandonnée au profit de celle d'Etat nation avec en filigrane la perspective d'un rattachement de l'Autriche au Reich(Anschluss).

La question de la Mitteleuropa prend un tour totalement différent après 1918, ce qui s'explique aisément du fait qu'il n'existe plus de conflits de nationalités à résoudre après la dislocation de l'empire austro-hongrois. La politique étrangère des sociaux-démocrates allemands se détourne radicalement de ce genre de projets, qui sont en effet considérés comme sous-tendus d'arrière-pensées impérialistes, visant à la restauration monarchique. Le SPD s'oriente toujours plus vers l'Ouest, avec en ligne de mire l'idéal des Etats-Unis d'Europe, prôné au congrès d'Heidelberg en 1925. Seule une Europe unie peut offrir une garantie de paix. Paradoxalement, l'Anschluss est une idée permanente durant cette période, ce qui se voit par la quantité d'articles publiés dans *Vorwärts* consacrés à ce sujet. Myriam Goinard attire notre attention sur le fait que le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne était vu alors par les sociaux-démocrates comme une promesse de paix, mais souligne que les responsables n'ont pas poussé la réflexion jusqu'au bout. Ainsi, les sociaux-démocrates ne s'interrogent pas sur les conséquences qu'une Anschluss pourrait avoir. Ils ne semblent pas envisager que cette Anschluss puisse être vue comme un « Sprungbrett nach Mitteleuropa ». Pour les sociaux-démocrates autrichiens, les plans mitteleuropéens sont abandonnés. La priorité est désormais d'assurer la survie de l'Etat et de s'engager dans la voie du rattachement à l'Allemagne. Renner en 1922 tente une synthèse entre d'un côté la constitution d'un espace qui serait composé de la Grande Allemagne et des autres Etats successeurs et de l'autre une unification européenne. Dans l'esprit de Renner, à la différence de l'idée défendue par le SPD, la Mitteleuropa et les Etats-Unis d'Europe ne sont pas incompatibles.

Après l'avènement d'Hitler, l'idée de la Mitteleuropa est absente de la Social-démocratie allemande. C'est dans le parti social-démocrate allemand de Tchécoslovaquie (DSAP) que se construit une nouvelle conception de la Mitteleuropa, portée par Wenzel Jaksch. Plusieurs raisons poussent ce dernier à proposer cette voie : outre des considérations économiques et une certaine nostalgie de l'Autriche-Hongrie, Jaksch pense qu'il est nécessaire de contrer la politique mitteleuropéenne du nazisme. Il peut cependant paraître surprenant de constater l'absence de débats concernant l'avenir de l'Europe et de l'Europe centrale entre le DSAP et la SOPADE (parti social-démocrate en exil), qui trouva refuge à Prague de 1934 à 1938. Dès 1939, Wenzel Jaksch expose dans son essai *Was kommt nach Hitler ?* une „Innereuropa fédérale“, qui comprend la grande Allemagne et les Sudètes. Le plan rencontre un écho très

défavorable dans les rangs de la Sopade, qui redoutent une perte de crédibilité auprès des Alliés au cas où ils soutiendraient Jaksch.

Que reste-t-il de la Mitteleuropa après la Seconde Guerre Mondiale ? La situation en 1945 est profondément différente. Les émigrés venant des Sudètes sont intégrés au parti. L'idée de « centre » de l'Europe disparaît au profit d'une intégration ouest-européenne. Dans le discours de Jaksch, l'influence de l'idée de Mitteleuropa demeure présente. Ses propositions « ostpolitiques » coexistent avec celles du groupe autour de W. Brandt et de E. Bahr, jusqu'à ce que Jaksch soit évincé de ces réflexions à partir de 1964.

Dans les années 80, on assiste à une « Mitteleuropaeuphorie ». Au sein du SPD, cette pensée est portée par Peter Glotz. Selon lui, la Mitteleuropa est indispensable pour sauver l'Europe. En 1986, il organise un congrès sur ce thème, dans le but de retisser les liens entre les pays d'Europe de l'est. L'influence vieille-autrichienne est très présente dans la conception de Glotz.

Discussion :

Marie-Odile Thiroin (Lyon 2) rappelle que le terme de Mitteleuropa est chargé et généralement appréhendé de manière négative par les non-Allemands. M. Kundera le dénonce, alors qu'il se prononce pour une Europe de l'est unie. En 1980, il lance l'idée d'alliances est-européennes contre le bloc soviétique mais aussi contre l'Allemagne. La notion de Mitteleuropa s'est avérée pratique pour résoudre les tensions de classes et de nation sur une petite échelle. Masaryk prônait l'Etat nation contre la Mitteleuropa, qu'il considérait comme une structure hégémonique. Deuxièmement, Mme Thiroin s'interroge sur le fait que cette polémique était sûrement un dialogue de sourds. Le malentendu sur cette question venait peut-être avant tout de l'incapacité des sociaux-démocrates à penser la nation. Il y avait ceux qui ne voulaient pas entendre parler de nation et ceux qui se perdaient dans ce concept.

Beatrix Bouvier (Fondation F. Ebert) insiste sur les relations entre la Russie et la question de Mitteleuropa. Comment le pays procède-t-il avec les nationalités et les « petits peuples » ? En outre, elle est d'avis que le problème des juifs dans cette question serait un élément essentiel à prendre en compte dans la réflexion.

Bernd Wegner (Hamburg) insiste sur le fait qu'à ses yeux, le concept de Mitteleuropa est très obscur. Il existe de même une pensée de la Mitteleuropa en-dehors de l'Allemagne. Les pays de l'est aspiraient à une entente dans le but de prévenir une domination soit russe ou soviétique soit allemande.

Helène Miard-Delacroix (Université Paris IV) demande si on peut mesurer l'impact du choix de l'Ostpolitik sur le parti (par exemple sur les adhésions) et comment le thème de la Mitteleuropa a été exploité par les communistes en RDA dans les années 1950-1960.

Myriam Goinard répond tout d'abord à la question de Mme Miard-Delacroix sur l'impact du choix de l'Ostpolitik. Il n'existe pas de statistiques permettant de mesurer précisément cet impact mais il semble que les plus fidèles au parti étaient les membres de la Seliger Gemeinde » (sorte de lobby faisant le pont entre le SPD et les expulsés). Myriam Goinard rappelle ensuite qu'il y avait 3 millions d'Allemands en Tchécoslovaquie. L'Etat-nation était vu comme une solution aux problèmes des nationalités, car cette nation aurait été constituée de plusieurs peuples, qui n'auraient pas été considérés comme des minorités. La Nation aurait été définie comme « Kollektivverband ». Myriam Goinard insiste sur le fait que cette pensée de la Mitteleuropa participait d'une volonté de réhabiliter les allemands de Tchécoslovaquie.

Elle souligne en outre que Jaksch était très conscient de l'aspect inquiétant du terme de Mitteleuropa pour les nations de l'est. C'est pour cela que l'acception « Innereuropa » a été souvent privilégiée par Renner et Jaksch. Dans les années 1980, on parle d'ailleurs de « Südosteuropa ». Myriam Goinard revient enfin sur la confrontation entre Brandt et Jaksch dans les années 50. Jaksch s'inquiétait avant tout du statu quo. Même si la « Seliger Gemeinde » se réclame de la Social-démocratie, elle critique la politique étrangère du parti jusqu'en 1970 avant de changer d'opinion.

Compte-rendu rédigé par
Florent Delporte (Université Paris IV)
Gaëlle Lisack (Université Paris IV et Freie Universität Berlin)